

## Encore une fois, plus de 200 000 personnes dans la rue **La grève sociale pour sortir du cul-de-sac**

La troisième grande manifestation des 22 du mois a, comme les précédentes, dépassé les 200 000 personnes. L'unité des trois fédérations participantes à la grève a été maintenue tout en défiant la loi ce que ne voulait pas les deux fédérations les plus modérées. Grâce à une astuce, la CLASSE, la fédération la plus radicale, tout en ne respectant pas le trajet communiqué à la police par les deux autres fédérations, en a respecté le point de départ et le point d'arrivée. Par la même astuce, elle a démontré sa très supérieure capacité de mobilisation par rapport au très modeste contingent de l'Alliance sociale, regroupant les centrales syndicales et les fédérations modérées. Une poignée de casseurs, en unité dialectique avec la police si l'on peut dire, a tenté, en vain, de coopter la manifestation à leurs propres fins mais les uns et les autres ont succombé à la loi des grands nombres. En soirée, et de même le lendemain soir, au passage des manifestantes qui prolongeaient le plaisir, « *plusieurs personnes, sur leur balcon, se sont mises à cogner sur des casseroles. Il s'agit d'un mouvement populaire lancé sur l'Internet au cours du week-end, qui reprend un moyen de contestation utilisé en Argentine.* » (Radio-Canada, 22 mai et La Presse, 24 mai)

On ne peut que respecter, que dis-je, admirer tant la résilience étudiante que son imagination tactique. Et on ne peut qu'être déçu, que dis-je, sombrer dans une tristesse et une rage infinies devant la passivité des directions syndicales qui ont renoncé à tout appui gréviste même de 24 heures. Le succès de la manifestation du 22 mai aura certes ébranlé le gouvernement mais n'aura pas jusqu'ici modifié sa stratégie de la victoire totale par une escalade de l'affrontement et de la répression. La demi bourgeoisie québécoise en a assez d'être le cancre de la zone ALÉNA. Ne serait-ce que de son avantage compétitif hydroélectrique et minier, que de la générosité fiscale envers les entreprises de la téléinformatique, de l'avionique et de la pharmacie, que de la corruption bénéficiant au complexe ABC (asphalte-bois-ciment), l'économie québécoise s'effondrerait à la grecque.

Les Libéraux, le parti organique de cette demi bourgeoisie, croyait bien avoir pavé la voie à une normalisation néolibérale de l'exception québécoise avec le double écrasement du noyau dur du mouvement syndical, les syndicats du secteur public, en 2005 puis en 2010. Quelle mauvaise surprise, pour elle, que cette jeunesse estudiantine, démographiquement maigrichonne par rapport à celle soixante-huitarde et supposément bien embrigadée dans le consumérisme et l'individualisme néolibéraux, qui est prête à sacrifier un semestre d'étude pour ouvrir le chemin de la gratuité scolaire, symbole de la mise à l'écart de la dictature de l'Argent en faveur de la solidarité sociale. Sauf qu'à l'impossible nul n'est tenu.

Le gouvernement de la demie bourgeoisie québécoise sait fort bien qu'il est possible de sacrifier le tiers d'une cohorte étudiante, plutôt francophone et provenant principalement des sciences sociales et des humanités, sur l'autel du rétablissement de la compétitivité capitaliste. La profitabilité de Québec Inc. n'est pas seulement mise à mal par l'exception québécoise avec ses garderies subventionnées, son assurance médicament et, *last but not least*, ses frais de scolarité substantiellement plus qu'ailleurs au Canada et aux ÉU. Elle l'est aussi par la *maladie hollandaise* canadienne, due à un taux de change pétrolier, dénoncée à juste titre par le chef du NPD ce pour quoi le ciel médiatique canadien est en train de lui tomber sur la tête... même si ce parti, prétextant la division constitutionnelle des pouvoirs, joue au Ponce Pilate au sujet de la grève étudiante.

Il est tout simplement renversant qu'un jour de semaine, sans mouvement gréviste sur les lieux de travail, une telle mobilisation ait été possible. On imagine le supplément d'âme qu'aurait apporté le début du commencement d'une grève sociale votée depuis longtemps à la CSN, la fédération syndicale la seconde en importance. Le peuple québécois supplie le mouvement syndical — il vient encore de le faire ce 22 mai — de secouer ses puces tout en prenant sa revanche sur les humiliations de la dernière décennie. Des syndicalistes de gauche invoquent l'excuse du manque de préparation et du succès relatif de la propagande gouvernementale contre le mouvement

étudiant qui ne consentirait pas à faire sa *juste part*. S'attend-on à ce que les directions syndicales, encrassées dans *le confort et l'indifférence* des cotisations garanties de l'atelier fermé et, surtout, engluées dans la gestion de fonds milliardaires de capital de risque grassement subventionnées par l'État, préparent une grève sociale ?

Serait-on plongé dans un inextricable cercle vicieux dont la seule issue serait la négociation sur la base d'un rapport de force obligeant à faire des compromis de part et d'autre ? Il se peut, en effet, que la demie bourgeoisie québécoise, apeurée par une mobilisation qui ne se dément pas, par une colère populaire ne digérant pas l'atteinte aux droits démocratiques et par le danger d'une mauvaise réputation mondiale peu propice à attirer des investissements dans le Plan Nord et ailleurs, serre la vis à son parti organique pour en finir rapidement. Ceci dit, le camp des durs, que la CAQ dispute aux Libéraux, ne renonce pas pour autant à une élection, rapide si nécessaire, sur le thème de la loi et l'ordre. Sans doute que la capacité des monopoles médiatiques à manipuler l'opinion publique, aussi appelée sondage, tranchera.

Advenant le cas de négociations sérieuses, la CLASSE sera entre le marteau de sa base militante et l'enclume de l'opinion publique à la recherche éperdue de la *paix sociale*, que ce soit par la manière forte caquiste ou Libéral majoritaire ou par la manière douce du camp des démocrates conciliateurs. Ceux-ci ratissent large du PQ respectueux des lois, même matraques, à Québec solidaire acceptant et comprenant la désobéissance civile mais sans la promouvoir ni l'organiser et même en la décourageant auprès de ses candidats et porte-parole, en passant par une Alliance sociale plus représentative de ses directions que de ses membres fortement influencés par la rue particulièrement dans la région de Montréal. Malgré l'absence d'importants médias de gauche capable de démontrer l'existence d'une opinion publique de l'affrontement, que dis-je, de la lutte de classe, cette dernière possibilité n'est pas hors de portée.

Il faut se rappeler le soulèvement syndical, contre la volonté des directions, du 11 décembre 2003 contre les lois scélérates du nouveau gouvernement Libéral d'alors — blocages du port de Montréal et d'une route importante au nord de la ville de Québec — sans oublier l'occupation pendant une semaine d'une usine d'aluminium du Saguenay quelques semaines plus tard. La colère était alors autant à son comble qu'elle l'est aujourd'hui contre la loi matraque. Il fallut toute la perfidie des directions syndicales pour faire rentrer les eaux tumultueuses de la révolte dans leur lit... dont le vote généralisée du principe d'une grève sociale qui n'a jamais eu lieu. Les bureaucratisées directions syndicales n'appelleront pas à la grève sociale. Elles se serreront les fesses en attendant que la rage cède sa place à la confortable routine du découragement.

Cet appel urgent appartient aux courageux « *profs contre la hausse* », à l'Intersyndicale de Québec solidaire, que dis-je, à la direction de Québec solidaire maintenant que l'enjeu n'est plus qu'une affaire étudiante, si jamais il ne l'a été, mais une affaire de droits démocratiques. Il faut sortir des appels alambiqués à la *désobéissance civile* même si on comprend la CLASSE de le faire, coincée qu'elle est entre casseurs et passivité syndicale. Cette *désobéissance civile*, qui pose la nécessité du dépassement de la légalité au nom de la légitimité de la démocratie et de la justice sociale mais sans recours à des moyens violents — contrairement à l'interprétation provocatrice du Ministre de la justice — est une tactique, pas une stratégie. La tactique, c'est certes la désobéissance civile mais la stratégie c'est la grève sociale, l'unité combattante étudiant-prolétariat dans la rue. Quant à l'arme secrète contre la répression, c'est la loi des grands nombres comme on l'a constaté le 22 mai.

Dans la mesure où la grève étudiante ne se termine pas abruptement par un non lieu — il faut compter avec le génie de la gauche étudiante lui-même rendu possible par le fonctionnement profondément démocratique de la CLASSE — la gauche syndicale et celle de Québec solidaire sont mises au pied du mur de sortir de leur facile et opportuniste passivité politique en déployant dès maintenant une intense et ouverte lutte interne au sein du mouvement syndical et de Québec solidaire pour une prise de position publique en faveur de la grève sociale. Jusqu'ici, Québec solidaire n'a jamais été confronté à un conflit social majeur même si en juin 2010 il en eut fallu de peu qu'il doive choisir entre des directions syndicales capitulardes et une non négligeable portion de la base syndicale en révolte contre celles-ci. Mais celle-ci fut trop peu nombreuse et trop mal

organisée pour percer les médias, dont ceux de la gauche du PQ et de Québec solidaire voulant éviter à leur mentors l'angoisse de la quadrature du cercle.

Le PQ ne peut que choisir l'ordre institutionnel même en y mettant les gants blancs les plus moelleux, quitte à mécontenter son électorat de gauche après l'avoir fait envers celui de droite. Sa position vis-à-vis la loi matraque le démontre. Qu'en sera-t-il de Québec solidaire ? Sa position à propos de la désobéissance civile commence déjà à sentir l'ambiguïté politicienne pour ne pas dire l'impasse stratégique. Succombera-t-il à son électoraliste penchant dominant vers la paix sociale institutionnelle ? Dans cet esprit, étant donné la polarisation politique engendrée par la grève étudiante, jaillissement de la polarisation sociale néolibérale envenimée par la crise de 2008-09 qui languit toujours, la tentation d'élections rapides guette autant Québec solidaire que la CAQ. Heureusement, flairant le piège, la direction du parti a cessé d'en parler. Basculera-t-elle vers la prééminence du parti de la rue comme vecteur du pouvoir, quitte à ratifier le tout dans les urnes ? Jamais la conjoncture n'a été aussi propice pour la gauche anticapitaliste de sortir de la torpeur de son alliance avec la gauche bureaucratique pour pousser dans cette direction.

**Marc Bonhomme, 22 et 24 mai 2012**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)